

Ces incitations sociales qui poussent les individus à adopter des modes de vie plus durables

18 mars 2022 par [Anne Stenger](#), [Phu Nguyen-Van](#), [Tuyen Tiet Témoignages](#) 7 visites



Le [deuxième volet du dernier rapport du GIEC](#), publié le 28 février, nous alerte une nouvelle fois sur les effets dévastateurs des changements environnementaux mondiaux en cours.

Agir pour freiner le réchauffement climatique exige non seulement de bien comprendre les problèmes, mais aussi d'adopter une approche holistique pour inciter les individus à choisir des modes de vie plus durables.

Il s'agit pour cela d'identifier les facteurs qui les poussent à minimiser leurs impacts négatifs sur l'environnement – par exemple, la conversion aux mobilités douces, le refus des articles à usage unique ou l'effort apporté au recyclage – et ceux qui entravent cette démarche.

Obstacles aux comportements vertueux

De nombreux obstacles freinent notre volonté à adopter un mode de vie plus respectueux de l'environnement : les plus courants sont d'ordre psychologique, socioculturel, financier et structurel.

L'environnement dans lequel évoluent les individus – le voisinage, les amis, la famille – aura par exemple une influence, notamment sur des efforts « collectifs » tels que la diminution de la consommation d'énergie ou l'usage de voitures électriques.

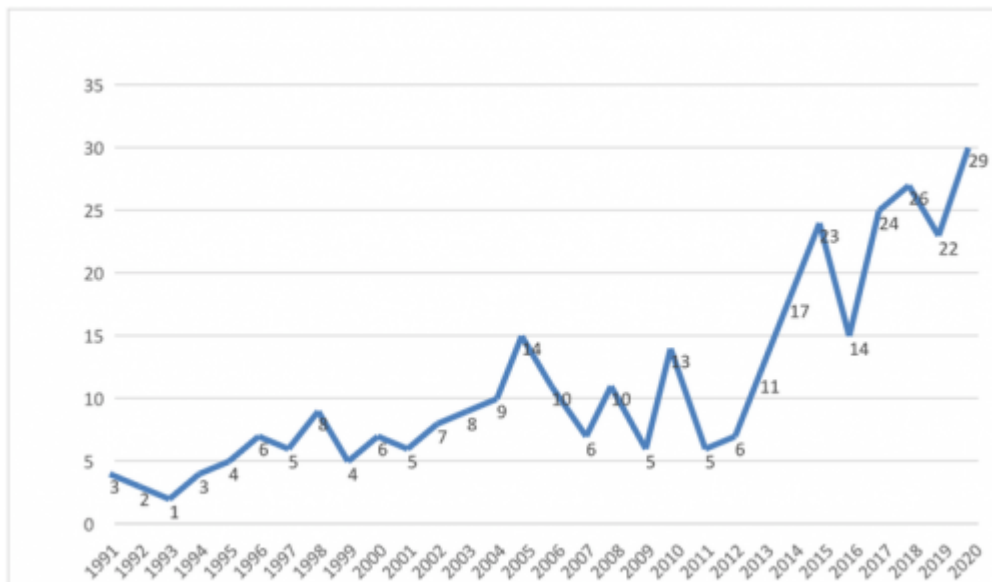
Le coût des solutions durables peut par ailleurs décourager les individus de réaliser des améliorations en matière d'économie d'énergie, en raison de contraintes budgétaires et du prix conséquent des projets alternatifs à l'usage des énergies fossiles.

Dans ce cas, des mesures financières (ou incitations monétaires) comme une subvention à l'achat ou une réduction fiscale pourraient être utilisées afin de soutenir les technologies vertes.

Incitations sociales

Outre les mesures politiques traditionnelles comme les taxes et les subventions visant à promouvoir les comportements pro-environnementaux, les [chercheurs soulignent](#) l'efficacité des mesures non monétaires, à savoir les « incitations sociales ». Celles-ci comprennent l'information, les normes sociales, les influences sociales et la formation de réseaux ou de groupes d'individus.

Sur la base d'une [analyse minutieuse des recherches existantes](#), nous avons identifié trois types d'incitations sociales – influence sociale interne, connexions sociales et confiance individuelle dans les institutions – sur lesquelles les décideurs politiques peuvent s'appuyer pour encourager des comportements positifs.



Nombre d'études recensées sur la période 1992-2020 portant sur les comportements pro-environnementaux et les incitations sociales. Auteurs, Fourni par l'auteur

Influence sociale interne

La première correspond à des motivations internes (attitudes, perceptions, motivations intrinsèques) encourageant les individus à adopter un comportement durable.

Les politiques environnementales pour porter du fruit doivent se focaliser sur le renforcement des normes personnelles en favorisant la sensibilisation à l'environnement et le sentiment d'obligation envers les questions écologiques.

Cela passe par exemple par une meilleure éducation écologique : à travers le développement de jardins partagés ou collectifs dans les aires urbaines avec des habitants et des élèves ; des actions d'information autour du gaspillage alimentaire dans les cantines et auprès du grand public avec un objectif 0 déchet, [comme à Roubaix](#) ; ou bien la sensibilisation des élèves à la nécessité de réduire la consommation d'énergie dans le cadre des concours « Cube.S » entre établissements scolaires, promus par le ministère de l'Éducation nationale.

La mise en lumière des informations climatiques, telles que les dommages économiques potentiels du changement climatique, participe aussi à renforcer les [croyances](#) et les [motivations des individus](#) à prendre des mesures pour atténuer le changement climatique.

Liens sociaux

Les interactions sociales constituent également une source précieuse d'informations pour les individus, et un levier pour les inciter à privilégier des comportements plus vertueux. En effet, des interactions fréquentes des uns avec les autres poussent les individus à se soucier davantage de leur communauté et à adopter ainsi une forme de « bon sens communautaire ».

Plusieurs études empiriques ont montré que ce dernier peut directement influencer les attitudes des individus et les forcer porter plus d'attention aux questions environnementales.

[Des recherches ont mis en évidence](#) que les primes d'agglomération peuvent encourager les individus à

collaborer au sein d'un réseau dans le but de poursuivre un objectif environnemental. Cela correspond à un bonus supplémentaire attribué aux individus spatialement connectés, visant à atteindre une taille critique dans le cadre des programmes de conservation. C'est le cas par exemple du bonus collectif relatif aux paiements pour les services environnementaux fournis par les agriculteurs sélectionnés par les [agences de l'eau en France](#).

L'établissement d'un cadre réglementaire favorable aux associations ou groupes environnementaux est également important pour encourager les acteurs à interagir dans un réseau élargi. Dans le [dernier rapport du Haut conseil à la vie associative](#), certaines recommandations visent à mieux prendre en compte les questions environnementales avec les associations : le fait de « systématiser et rendre obligatoire leur consultation à différents niveaux » ou de favoriser les coopérations entre elles sur les questions environnementales.

Confiance dans les institutions

La [confiance des individus-citoyens](#) dans le gouvernement, les [institutions](#) ou les dirigeants contribue également à orienter leurs comportements pour générer des résultats politiques souhaités.

Elle réduit potentiellement le risque d'attitudes opportunistes, de passager clandestin : les citoyens seront plus prompts à sacrifier certains avantages personnels immédiats – en contribuant par exemple aux biens communs comme les nappes phréatiques, le sol, l'air ou les forêts – si leurs attentes quant aux fruits à long terme des politiques sont positives.

Il apparaît par conséquent important de rendre les institutions plus inclusives, réceptives et efficaces aux niveaux local et national. Notamment en renforçant la transparence et en améliorant la communication et l'interaction avec les populations, à l'image de la démocratie participative et des conventions citoyennes.

Les auteurs ne travaillent pas, ne conseillent pas, ne possèdent pas de parts, ne reçoivent pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet article, et n'ont déclaré aucune autre affiliation que leur organisme de recherche.

Voir en ligne : <https://theconversation.com/ces-inc...>

Licence : Pas de licence spécifique (droits par défaut)

[Contacter l'auteur](#)[Contacter l'auteur](#)[Contacter l'auteur](#)